



Réallocations des Droits de Tirage Spéciaux et Financement de la Relance Économique au Sénégal

Auteurs : Fanta Ndioba Sylla et Abdoulaye Diagne

Avril 2024/ No.SDRf-004

Messages clés

- L'accès au financement du Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (RST) du FMI est une solution adaptée au Sénégal pour financer ses politiques de développement.
- L'amélioration de la viabilité de la dette augmente les chances du Sénégal d'accéder au financement du RST.
- La mobilisation accrue des recettes intérieures démontre la capacité du Sénégal à rembourser le prêt du FMI.

Contexte et problème

L'économie sénégalaise a été récemment touchée par les chocs combinés de la Covid-19, des tensions géopolitiques en Ukraine, sans oublier les chocs liés au changement climatique qui s'amplifient d'année en année. Les ressources nécessaires pour faire face à ces chocs ont conduit à une aggravation rapide de la dette publique et du déficit budgétaire, ce qui limite les possibilités pour le Sénégal de mobiliser des ressources pour financer ses politiques de développement. Le pays se trouve donc dans une situation où il doit trouver des mécanismes de financement innovants et flexibles, susceptibles de ne pas aggraver la dette publique et le déficit budgétaire. Une option possible est de sécuriser l'accès aux réallocations de droits de tirage spéciaux (DTS) par le FMI à travers son instrument de fiducie pour la résilience et la durabilité (RST). Cependant, ces fonds sont soumis à une série de conditionnalités qui les rendent difficiles d'accès. Une meilleure connaissance des possibilités d'accès du Sénégal à ces ressources du RST est impérative pour préparer un dossier de demande de financement solide à soumettre au FMI ; ce dossier devra démontrer la capacité du Sénégal à faire face aux effets négatifs des chocs que l'économie nationale a subis ces dernières années ainsi que la capacité à remettre cette économie sur une trajectoire de croissance forte.

Résultats

La crise du Covid-19 et les tensions géopolitiques en Ukraine ont conduit à une situation macroéconomique défavorable, augmentant les pressions sur les comptes budgétaires et extérieurs du pays. La marge de manœuvre budgétaire du Sénégal s'est réduite et le poids de la dette extérieure s'est encore alourdi. Les projections ont montré que cette tendance pourrait s'inverser, notamment avec le démarrage de la production de pétrole et de gaz en 2024, si des politiques macroéconomiques adéquates sont mises en œuvre. Les ratios de la dette et du déficit budgétaire devraient être positivement influencés par l'augmentation des recettes d'exportation d'hydrocarbures.

Cependant, les défis sont nombreux en ce qui concerne le financement des réformes liées au changement climatique et le retour à la trajectoire de croissance du PSE d'avant la crise du COVID-19. Le système de financement RST offre l'opportunité d'utiliser des capitaux bon marché pour réaliser des investissements publics, car il est assorti d'un taux d'intérêt plus faible et d'une longue période de maturité. Le Sénégal remplit l'une des conditions d'accès au financement RST, qui consiste à mettre en œuvre simultanément un programme soutenu par le FMI comprenant des mesures de politique publique dont la qualité permet d'accéder à des tranches de crédit plus élevées. Cependant, le pays doit également démontrer sa capacité à rembourser le prêt du FMI et à renforcer la soutenabilité de sa dette pour augmenter ses chances d'accéder à ces fonds.

Recommandations

- Une forte réduction des nouveaux prêts et de l'endettement global auprès des marchés internationaux améliorerait la viabilité de la dette.
- Pour prouver sa capacité à rembourser le prêt du FMI, le gouvernement doit mobiliser plus de ressources en créant un espace fiscal à travers plusieurs options de mobilisation de ressources telles que l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, l'augmentation des recettes publiques, l'élimination des sorties financières illicites, la mise en Suvre de mesures de gestion macroéconomique rigoureuses, le lobbying pour l'augmentation de l'aide publique au développement et des transferts additionnels.
- Les DTS, une fois obtenus, pourraient financer la poursuite de la mise en Suvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) ou des politiques liées au changement climatique.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org